

PREFECTURE DU RHONE

Direction des Libertés Publiques et des Affaires Décentralisées
3ème Bureau - Finances & Associations
69419 LYON CEDEX 03
Accueil du Public : 18 rue de Bonnel
Tél : 04.72.61.61.44 (de 9h à 11h)
pref-associations@rhone.gouv.fr

Le numéro W691058970
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de MODIFICATION
de l'association n° W691058970

Ancienne référence
de l'association :
0691007950

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le Préfet du Rhône et de la Région Rhône-Alpes

donne récépissé à **Monsieur le Président**
d'une déclaration en date du : **05 avril 2016**
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

DIRIGEANTS, SIEGE, TITRE

dans l'association dont le nouveau titre est :

COMITE DEPARTEMENTAL DE CANOE KAYAK RHÔNE METROPOLE DE LYON

dont le nouveau siège social est situé : 6 place Général Leclerc
69350 La Mulatière

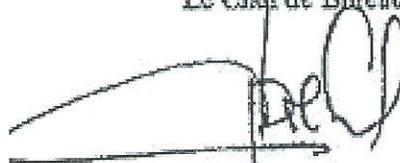
Décision(s) prise(s) le(s) : **29 janvier 2016**

Pièces fournies : liste des dirigeants
Procès-verbal
Statuts

Lyon, le 22 avril 2016

Le Préfet

Pour le Préfet,
Et par délégation
Le Chef de Bureau



Marie-Hélène MARECHAL

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.